

# Rohingyas, de la fable à la réalité : démasquer la propagande islamique



Un livre de Didier Treutenaere qui est un Français vivant en Thaïlande, spécialiste des textes bouddhistes en langue pali. Il connaît bien la Birmanie (pays appelé Myanmar depuis 1989) et le mode de vie de ses habitants.

Ce livre a une double ambition :

La première est de démontrer que l'analyse des médias et du monde politico-diplomatique au sujet du conflit avec les Rohingyas est une propagande qui sert à la fois la cause de l'islam et celle du mondialisme.

La seconde est de montrer que la réalité est plus complexe et que les enjeux et les protagonistes ne sont pas ceux qu'on nous désigne.

Pourquoi les Nations unies sont-elles partiales et souvent à charge contre le Myanmar ?

Parce que L'Onu se place sur le seul terrain de la promotion

des « droits de l'homme ».

L'Onu s'est érigée en détenteur et défenseur d'une « morale universelle », ce qui fausse à la fois ses analyses et ses solutions, car elle ne s'attache qu'aux effets et non aux causes, c'est-à-dire à la surface des événements.

Soulignons que la Déclaration des droits de l'homme de 1948 s'affiche comme universelle, mais qu'il n'existe aucun consensus international.

Rappelons que les 57 pays musulmans n'ont pas reconnu cette Déclaration et ont créé de leur côté leur propre Déclaration islamique universelle des droits de l'homme en 1981, qui a été réaffirmée en 1990.

L'Onu a condamné les attaques de l'Arsa contre les postes de police et militaire d'août 2017, mais elle occulte totalement les massacres de centaines de villageois hindous et montagnards.

Elle oublie aussi les attaques de 2016. Dans quel but ?

1/ pour démontrer que ce sont les forces de sécurité qui ont poussé les Rohingyas à des formes de résistance et non l'inverse

2/ pour condamner l'emploi disproportionné de la force par le Myanmar contre les Rohingyas

3/ pour démontrer que la mort de « civils » constitue des « exactions ».

Les « solutions » de l'Onu sont les suivantes :

1. « Mettre fin aux opérations militaires en cours qui ont alimenté les tensions entre les communautés et donné lieu à la violation systématique des droits de l'homme. »

2. « Garantir le retour librement consenti et durable de

toutes les personnes déplacées, contraintes à quitter le Myanmar. »

L'Onu demande donc le retour d'un peuple qui a tué des Arakanais de souche à plusieurs reprises depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Il existe pourtant une autre solution : la réinstallation des Rohingyas dans leur région d'origine au Bangladesh et dans tout autre pays musulman.

3. « Lutter contre l'incitation à la haine et les propos haineux qui conduisent à la violence, et combattre la discrimination à l'égard des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques. »

Là encore, on procède à une inversion. Pour l'Onu, ce sont les propos haineux qui conduisent à la violence et non la violence qui suscite des propos haineux.

Il s'agit en réalité d'un appel à la censure et à la répression des bouddhistes et des nationalistes birmans qui « divisent la communauté ».

Il est nécessaire ici de faire 2 remarques :

– la 1<sup>re</sup> : La « haine » n'est pas définie, ce qui permet d'y inclure tout discours politiquement incorrect, comme par exemple critiquer l'islam ou démontrer l'impossibilité du « vivre-ensemble » ;

– La seconde remarque : Seules les violences et les discriminations à l'égard des minorités sont condamnables. La violence contre les majorités est légitime. C'est la raison pour laquelle les massacres contre les bouddhistes et les Arakanais sont minorés.

Maintenant, il faut que vous sachiez quelque chose de très important :

La résolution 72/248 de l'Onu relative à ce conflit a été préparée et soumise à l'Assemblée par l'OCI (l'Organisation de la coopération islamique). Elle a été adoptée par 122 voix, dont les voix des 57 pays que compose l'OCI. Dix pays ont voté contre et vingt-quatre se sont abstenus. La Chine et la Russie se sont opposées à cette résolution, ainsi que la Syrie et les Philippines.

Les prises de position du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sont encore plus outrées.

Sachez que le Haut-Commissaire depuis 2014 est un Arabe musulman, cousin du roi de Jordanie.

Il affirme que « les autorités birmanes ont planifié un génocide de la minorité rohingya ». Il demande au Conseil de « prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à cette folie ».

Il faut ajouter à cela les ingérences des ONG (Organisations non gouvernementales), dont certaines ont fait preuve de manque de neutralité.

Le Programme alimentaire mondial a aidé à nourrir les djihadistes de l'Arsa.

Médecins sans frontière a transmis de fausses informations venant du Bangladesh, comme par exemple la mort de 9 000 Rohingyas, alors que le bilan officiel faisait état de 400 morts d'insurgés.

Face à ces partis pris, les habitants de l'État de Rakhine ont manifesté en août 2017 pour demander l'expulsion des ONG et des agences de l'Onu.

On peut ainsi comprendre pourquoi le Myanmar se montre méfiant à l'égard de la « communauté internationale ».

Depuis la fin de l'année 2018, un accord a tout de même été trouvé. Le retour de 300 réfugiés par jour, sur deux ans, a

été planifié. Mais les causes du conflit ne sont pas résolues.

Outre les enjeux territoriaux, sécuritaires, identitaires, religieux et ethniques, il ne faudrait pas oublier les enjeux économiques et géostratégiques.

Pendant que le grand public est submergé par l'émotion suscitée par le discours moralisateur de l'Onu relayé par les médias, un combat se joue entre de grandes puissances.

N'oublions pas que le Myanmar est un pays producteur de pétrole et de gaz naturel. Il se situe au 5<sup>e</sup> rang mondial pour ses réserves de gaz. Deux pays voisins, l'Inde et la Chine qui ont des besoins gigantesques, sont intéressés par ces ressources.

Un gazoduc relayant l'Inde et le Myanmar, en passant par le Bangladesh, existe déjà depuis longtemps. Son développement pourrait nuire aux pays pétroliers arabes.

De même pour la Chine. Il existe un projet de pipeline qui part du port de Kyaukpyu pour aller relier le réseau de gaz naturel chinois.

Et ce port permettrait aux navires pétroliers chinois d'éviter de contourner le Sud-Est asiatique, un gain de 3 000 km et d'une durée de deux semaines.

Cela pourrait ne pas plaire aux États-Unis qui seraient capables d'utiliser toutes sortes de moyens (comme l'instrumentalisation du djihadisme) pour contrer ce projet.

**Louis Davignon**

Ma recension vidéo du livre en trois parties :

<https://youtu.be/sUA0m2eSs7g>

<https://youtu.be/hTPlE357qPs>

<https://youtu.be/Dmh0BKNGx00>